

Annexe 1^{er}

Budget administratif ajusté de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1992

Redistribution des allocations de base — Programme 35

Allocation de base	Montant 1992 CND	Redistribution majoration	Réduction	Montant ajusté 1992 CND
12.26	39.4		1.5	37.9
00.10	17.6	1.5		19.1
33.25	40.0		2.1	37.9
33.24	3.0	2.1		5.1
33.26	46.8		6.5	40.3
01.93	6.0	6.5		12.5
11.50	19.2		19.2	0.0
02.20	831.0	19.2		850.2

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 9 décembre 1992.

Bruxelles, le 9 décembre 1992.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de santé,
de l'Aide sociale et de la Famille,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 93 — 288

3 DECEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
relatif à l'interruption de la carrière professionnelle
dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu les lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957, notamment l'article 79;

Vu la loi du 29 mai 1959, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 12bis, § 3, introduit par la loi du 11 juillet 1973;

Vu la loi du 1er avril 1960 sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986;

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant les dispositions sociales, notamment les articles 99 et 100;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, notamment l'article 5, modifié par l'arrêté royal du 10 mars 1965, la loi du 8 février 1974, les arrêtés royaux des 15 février 1978 et 6 février 1980 et les arrêtés royaux n° 63 du 20 juillet 1982 et n° 161 du 30 décembre 1982;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, modifié notamment par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984 et en dernier lieu par la loi de redressement du 31 juillet 1984;

Vu l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 159;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique et protestante des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, notamment l'article 39;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés, notamment l'article 167;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres P.M.S.;

Vu le protocole du 21 août 1992 contenant les conclusions des négociations menées conjointement au sein du Comité de Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux - Section II;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de prendre sans retard une mesure d'application de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux résulte du fait que les établissements d'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux doivent être informés en temps utile des nouvelles dispositions relatives à l'interruption de carrière qui entrent en vigueur dès le début de l'année scolaire ou académique 1991-1992;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et du Ministre de l'Education;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 24 août 1992,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel nommés à titre définitif et dont la nomination est agréée là où l'agrégation existe et qui sont visés par :

1. la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat;
2. la loi du 1er avril 1960 sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux;
3. la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, pour ce qui concerne les membres du personnel subventionné;
4. l'article 79 des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957;
5. le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;
6. le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit.

Art. 2. Les membres du personnel visés à l'article 1er obtiennent à leur demande l'interruption complète de leur carrière professionnelle, quel que soit le nombre d'heures ou de périodes afférent à la (aux) fonction(s) pour la(les)quelle(s) ils sont nommés.

Les membres du personnel ne peuvent interrompre leur carrière professionnelle de manière partielle que si le nombre d'heures ou de périodes afférent à la (aux) fonction(s) pour la(les)quelle(s) ils sont nommés atteint plus de la moitié du nombre d'heures ou de périodes requis pour la fonction à prestations complètes.

La fonction exercée doit être considérée comme une fonction principale au sens de l'article 5 de l'arrêté royal du 15 avril 1958.

Les membres du personnel en disponibilité par défaut d'emploi ont droit à l'interruption de carrière totale. Dans ce cas, ils sont supposés exercer le nombre d'heures ou de périodes précédant leur mise en disponibilité par défaut d'emploi.

Les membres du personnel demandeurs d'un complément de charge ont droit à l'interruption de carrière. Dans ce cas, ils sont supposés exercer le nombre d'heures ou de périodes précédant leur demande de complément de charge.

Les membres du personnel obtiennent, à leur demande, l'interruption de leur carrière professionnelle de manière partielle. Pour des raisons pédagogiques évidentes, ils peuvent accomplir la moitié du nombre d'heures ou de périodes susvisées augmentées d'un maximum de deux heures ou de deux périodes. Dans ce cas, le traitement ou la subvention-traitement est allouée au prorata des heures ou périodes réellement prestées.

Les prestations restant à fournir par un membre du personnel qui interrompt de manière partielle sa carrière professionnelle doivent toujours être arrondies, selon le cas, à une période complète ou à une heure complète, de façon à atteindre au moins une demi-charge.

Pour déterminer une demi-charge, n'est pris en considération comme nombre diviseur pour chacune des fonctions que le nombre minimum d'heures requis pour constituer la fonction à prestations complètes.

Art. 3. Par dérogation aux articles 1er et 2, les Ministres qui ont l'enseignement dans leurs compétences déterminent par arrêté de l'Exécutif de la Communauté française, pour quelles fonctions les membres du personnel peuvent être exclus du bénéfice du présent arrêté pour des raisons inhérentes au bon fonctionnement des établissements d'enseignement, des centres et de l'inspection.

Art. 4. § 1er. L'interruption de la carrière professionnelle est accordée pour une période débutant le premier jour du premier ou du second mois de l'année scolaire ou académique et se terminant le dernier jour de cette année scolaire ou académique, vacances d'été comprises :

— au membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical, du personnel social et psychologique, du personnel d'inspection, aux maîtres, professeurs et inspecteurs de religion;

— au personnel technique des centres psycho-médico-sociaux.

Toutefois, par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'interruption de la carrière professionnelle peut débuter le jour qui suit la fin d'un repos d'accouchement ou d'un congé d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse accordé aux membres du personnel des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française ou subventionné. Dans ce cas, l'interruption de carrière doit être sollicitée avant le début du repos d'accouchement ou avant le début du congé d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse accordé aux membres du personnel des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française ou subventionné. Le membre du personnel sera, par priorité, remplacé par une personne qui, au début de l'interruption, était :

- soit un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi;
- soit un chômeur complet indemnisé pour tous les jours de la semaine;
- soit un travailleur qui a accepté un régime de travail à temps partiel pour échapper au chômage et qui obtient des allocations de chômage en application de l'article 171octies, § 1er, alinéa 1er, 1, b, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, tel qu'il a été modifié.

§ 2. Les autres membres du personnel visés aux articles 1er et 2 du présent arrêté peuvent interrompre leur carrière professionnelle pour une période de six à douze mois.

§ 3. La durée totale de l'interruption complète ou partielle de la carrière professionnelle ne peut excéder soixante mois au cours de la carrière.

§ 4. Le membre du personnel qui interrompt sa carrière professionnelle de manière complète ou partielle et qui ne peut être remplacé selon les dispositions de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocation d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, est mis en interruption de carrière par le Ministre compétent ou son délégué. Dans ce cas, l'allocation d'interruption de carrière est prise en charge par le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation selon les mêmes dispositions que celles fixées par l'article 4 de l'arrêté royal du 12 août 1991.

Le Pouvoir Organisateur fournit la preuve de l'impossibilité d'assurer le remplacement selon les conditions fixées par l'arrêté royal précité dans le respect des modalités et délais fixés par le Ministre compétent.

Art. 5. § 1er. Le membre du personnel qui souhaite interrompre sa carrière professionnelle communique par écrit au Ministre ou à son délégué la date à laquelle cette interruption prendra cours et la durée de celle-ci. En outre, le membre du personnel fait savoir s'il opte pour une interruption complète ou partielle.

§ 2. Cette communication est faite au moins trente jours, sauf dérogation accordée par le Ministre ou son délégué, avant le début de l'interruption par l'intermédiaire :

- du chef d'établissement dans l'enseignement de la Communauté française ou du directeur dans les centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française;
- du Pouvoir Organisateur dans l'enseignement subventionné et les centres psycho-médico-sociaux subventionnés;
- de l'autorité hiérarchique pour les membres des services d'inspection.

Art. 6. § 1er. Pendant l'interruption de sa carrière professionnelle, le membre du personnel est en congé. Il ne perçoit pas de traitement ou de subvention-traitement. Pour le reste, ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

Le montant de l'allocation d'interruption de carrière à charge de l'Office National de l'Emploi et/ou du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation est fixé par référence au nombre d'heures ou de périodes afférent à la (aux) fonction(s) pour la(les)quelle(s) le membre du personnel bénéficie d'une nomination.

Pour les membres du personnel visés à l'article 2, 4e paragraphe, la partie de l'allocation d'interruption couvrant les heures ou périodes de disponibilité par défaut d'emploi ou les heures et périodes perdues de la charge et non sujettes à remplacement, est prise en charge par le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

§ 2. Pendant l'interruption de sa carrière, le membre du personnel reste soumis au statut qui lui est applicable là où le statut existe et, par conséquent, aux dispositions relatives aux devoirs et aux incompatibilités.

§ 3. Durant l'interruption de la carrière, le droit aux allocations familiales est maintenu dans le respect des dispositions d'application en la matière et les allocations sont attribuées conformément au régime de travail que le membre du personnel a interrompu.

Le membre du personnel conserve son droit au remboursement des soins de santé.

§ 4. Le repos d'accouchement ou le congé d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle qui intervient en cours d'interruption de la carrière ne met pas fin à celle-ci, mais la suspend, même si le congé de maternité a été scindé.

En pareil cas, le membre du personnel bénéficie de la rémunération à laquelle il a droit en vertu de la réglementation applicable en matière de congé de maternité ou de congé d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle accordé aux membres du personnel des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française ou subventionné.

Art. 7. § 1er. Pour des raisons exceptionnelles et moyennant un préavis d'un mois, le membre du personnel qui a interrompu sa carrière, peut être autorisé par le Ministre ou son délégué à reprendre ses fonctions ou à les exercer à nouveau entièrement avant l'expiration de la période d'interruption de la carrière professionnelle.

Le préavis doit être adressé au Ministre ou à son délégué :

- par l'intermédiaire du chef d'établissement dans l'enseignement de la Communauté française, du directeur dans les centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et de l'autorité hiérarchique pour les membres des services d'inspection;
- par l'intermédiaire et avec l'accord du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné et dans les centres psycho-médico-sociaux subventionnés.

Pour les maîtres, professeurs et inspecteurs de religion de l'enseignement de la Communauté française et de l'enseignement subventionné officiel, cette demande sera accompagnée de l'accord du chef du culte concerné.

§ 2. Les membres du personnel visés à l'article 4, § 1er, du présent arrêté, ne peuvent en aucun cas reprendre leurs fonctions ou les exercer à nouveau complètement après le 1er mai de l'année scolaire ou académique.

§ 3. Le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation avise l'Office National de l'Emploi dans les quinze jours qui suivent la décision du Ministre ou de son délégué, de la date à laquelle le membre du personnel reprend ses fonctions ou les exerce à nouveau complètement.

Art. 8. § 1er. Un membre du personnel qui interrompt sa carrière professionnelle est remplacé prioritairement par un ou plusieurs membre(s) du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi selon les dispositions réglementaires applicables en ce qui concerne la réaffectation et la remise au travail.

Dans les emplois de sélection et de promotion, un membre du personnel peut toutefois être remplacé temporairement par un membre du personnel nommé à titre définitif dans la fonction de recrutement qui donne accès à la fonction de sélection ou de promotion.

Dans ce cas, les dispositions de l'alinéa 1er s'appliquent à l'emploi de recrutement temporairement abandonné, soit entièrement, soit partiellement.

À défaut de possibilité d'application des dispositions précédentes, le membre du personnel qui interrompt sa carrière professionnelle est remplacé totalement ou partiellement par un ou plusieurs chômeur(s) complet(s) indemnisé(s) qui bénéficient d'allocations pour tous les jours de la semaine ou par une ou des personne(s) qui, en exécution des articles 100, alinéa 4 et 102, § 1er, alinéa 3, de la loi de redressement du 22 janvier 1985, telle que modifiée, y est (sont) assimilée(s) pour l'application de ces dispositions.

La désignation s'effectue dans le respect des règles statutaires relatives au recrutement là où elles existent ainsi que dans le respect des conditions de subventionnement.

§ 2. Le chômeur appelé à remplacer un membre du personnel qui interrompt sa carrière est désigné par le Ministre ou son délégué dans l'enseignement de la Communauté française et dans les centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et par le Pouvoir Organisateur dans l'enseignement subventionné et dans les centres psycho-médico-sociaux subventionnés.

Pour les maîtres, professeurs et inspecteurs de religion, la désignation se fait sur proposition du chef du culte.

Art. 9. Dans l'enseignement organisé par la Communauté, le chômeur qui remplace un membre du personnel de maîtrise, gens de métier et de service, est engagé sous contrat d'emploi. Dans les autres cas, le chômeur est désigné à titre temporaire.

Art. 10. La période d'occupation du chômeur ne peut en aucun cas excéder la durée de l'interruption de la carrière du titulaire.

Art. 11. Si, par décision de l'inspecteur régional du chômage prise en application de l'article 7 de l'arrêté royal du 12 août 1991, un membre du personnel qui interrompt sa carrière professionnelle se voit refuser le droit aux allocations, le chef d'établissement ou le Pouvoir Organisateur est tenu d'en informer, sans délai, la direction générale des personnels ou la direction générale d'enseignement dont il relève.

Toutefois, il reste en interruption de carrière sans allocation. Le membre du personnel ne peut bénéficier qu'une seule fois de la présente disposition. Si, au cours d'une année scolaire ultérieure, il perd à nouveau le droit aux allocations, son interruption de carrière est de plein droit transformée, à dater de la notification de refus d'allocation, en disponibilité pour convenances personnelles jusqu'au terme prévu de ladite interruption.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1991.

Art. 13. Les Ministres compétents en matière d'enseignement sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 décembre 1992.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Éducation,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, la Recherche scientifique,
l'Aide à la Jeunesse et les Relations internationales,
M. LEBRUN

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 93 — 288

3 DECEMBER 1992. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

- Gelet op de wetten op het lager onderwijs gecoördineerd op 20 augustus 1957, inzonderheid op artikel 79;
- Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid artikel 12bis, § 3, ingevoegd bij de wet van 11 juli 1973;
- Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra;
- Gelet op de wet van 22 juli 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs, laatst gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 456 d.d. 10 september 1986;
- Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid de artikelen 99 en 100;
- Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, inzonderheid artikel 5, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 maart 1965, de wet van 8 februari 1974, de koninklijke besluiten van 15 februari 1978, 6 februari 1980, nr. 63 van 20 juli 1992 en nr. 161 van 30 december 1982;
- Gelet op het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 houdende het statuut van de leden van het administratief personeel, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, gewijzigd onder meer bij het koninklijk besluit nr. 298 van 31 maart 1984 en laatst bij de herstellwet van 31 juli 1984;
- Gelet op het koninklijk besluit van 28 februari 1967 tot vaststelling van de administratieve standen van het administratief, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, inzonderheid artikel 2;
- Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 houdende het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, evenals de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht over deze inrichtingen, inzonderheid artikel 159;
- Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende het statuut van de leermeesters, leraars en inspecteurs katholieke en protestantse godsdienst bij de rijksinrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, inzonderheid artikel 39;
- Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra, alsmede van de inspectiediensten belast met het toezicht over de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid artikel 167;
- Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toelagen voor loopbaanonderbreking toegekend aan de personeelsleden van het onderwijs en van de PMS-centra;
- Gelet op het protocol van 21 augustus 1992 houdende de besluiten van de onderhandelingen in sectorcomité IX en het comité voor de plaatselijke en provinciale overheidsdiensten, 2e afdeling;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de noodzaak onverwijld een maatregel te treffen ter toepassing van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toelagen voor loopbaanonderbreking toegekend aan de personeelsleden van het onderwijs en de PMS-centra, aangezien de onderwijsinrichtingen en de PMS-centra tijdig kennis moeten krijgen van de nieuwe bepalingen betreffende de loopbaanonderbreking, van kracht vanaf het begin van het school- en academiejaar 1991-1992;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek en van de Minister van Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 24 augustus 1992,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de vastbenoemde personeelsleden wier benoeming erkend is daar waar de erkenning bestaat en die bedoeld zijn bij :

1. de wet d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs;
2. de wet d.d. 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra;
3. de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wat de leden van het gesubsidieerd personeel betreft;
4. artikel 79 van de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957;
5. het decreet d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;
6. het decreet d.d. 3 juli 1991 houdende organisatie van het secundair onderwijs met beperkt leerplan.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde personeelsleden bekomen op hun verzoek de volledige onderbreking van hun beroepsloopbaan, wat het aantal uren of lesuren in verband met het (de) ambt(en) waarvoor zij vast benoemd zijn, ook moge zijn.

De personeelsleden mogen hun beroepsloopbaan slechts onderbreken indien het aantal uren of lesuren in verband met het (de) ambt(en) waarvoor zij vast benoemd zijn, meer dan de helft bereikt van de uren of lesuren vereist voor het ambt met volledige prestaties.

Het uitgeoefende ambt moet als een hoofdamt in de zin van artikel 5 van het koninklijk besluit d.d. 15 april 1958 beschouwd worden.

De wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde personeelsleden hebben recht op een volledige loopbaanonderbreking. In dat geval worden zij verondersteld het aantal uren of lesuren van vóór hun terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking te presteren.

De personeelsleden die een opdrachtaanvulling aanvragen, hebben recht op een loopbaanonderbreking.

In dat geval worden zij geacht hetzelfde aantal uren of lesuren te presteren als vóór hun aanvraag tot opdrachtaanvulling.

De personeelsleden bekomen op hun verzoek een gedeeltelijke onderbreking van hun beroepsloopbaan. Om duidelijke pedagogische redenen kunnen zij de helft van het aantal bovenvermelde uren of lesuren presteren, vermeerderd met een maximum van twee uren of twee lesuren. In dat geval wordt de wedde of de weddetoelage toegekend naar gelang van de werkelijk gepresteerde uren of lesuren.

De door een personeelslid dat gedeeltelijk zijn beroepsloopbaan onderbreekt nog te leveren prestaties moeten altijd, volgens het geval, afgerond worden op een volledig lesuur of een volledig uur, om minstens een halve opdracht te bereiken.

Om een halve opdracht te bepalen wordt als deler voor elk der ambten slechts het minimumaantal uren, vereist om het ambt met volledige prestaties samen te stellen, in aanmerking genomen.

Art. 3. In afwijking van de artikelen 1 en 2 bepalen de Ministers, tot wier bevoegdheid het onderwijs behoort, bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap, voor welke ambten de personeelsleden kunnen uitgesloten worden van het voordeel van dit besluit om redenen die eigen zijn aan de goede werking van de onderwijsinrichtingen, de centra en de inspectie.

Art. 4. § 1. De onderbreking van de beroepsloopbaan wordt toegekend, voor een periode die op de eerste dag van de eerste of van de tweede maand van het school- of academiejaar begint en op de laatste dag van dit school- of academiejaar, met inbegrip van de zomervakantie, ten einde loopt :

— aan het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel, het sociaal en psychologisch personeel, het inspectiepersoneel, de leermeesters, leraars en inspecteurs godsdienst;

— aan het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra.

In afwijking van de voorgaande bepalingen kan de loopbaanonderbreking echter op de dag beginnen die volgt op een bevallingsrust of op een onthaalverlof, met het oog op de adoptie en de pleegvoogdij toegekend aan de personeelsleden van de onderwijsinrichtingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. In dat geval moet de loopbaanonderbreking gevraagd worden vóór het begin van de bevallingsrust of van het onthaalverlof met het oog op de adoptie en de pleegvoogdij toegekend aan de personeelsleden van de inrichtingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. Bij voorrang wordt het personeelslid vervangen door een persoon die bij het begin van de onderbreking :

— een personeelslid was dat wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking was gesteld;

— of een volledig werkloze was die voor alle wekdagen een uitkering geniet;

— of een werknemer was die een deeltijdse arbeidsregeling heeft aanvaard om aan de werkloosheid te ontkomen en die werkloosheidsuitkeringn bekomt bij toepassing van artikel 171octies, § 1, lid 1, 1, b, van het koninklijk besluit d.d. 20 december 1963 betreffende de tewerkstelling en de werkloosheid, zoals gewijzigd.

§ 2. De andere in de artikelen 1 en 2 van dit besluit bedoelde personeelsleden kunnen voor een periode van zes tot twaalf maanden hun beroepsloopbaan onderbreken.

§ 3. De totale duur van de volledige of gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan mag geen zestig maanden tijdens de loopbaan overschrijden.

§ 4. Het personeelslid dat volledig of gedeeltelijk zijn beroepsloopbaan onderbreekt en dat niet kan vervangen worden volgens de bepalingen van het koninklijk besluit d.d. 12 augustus 1991 betreffende de toelagen voor loopbaanonderbreking toegekend aan de personeelsleden van het onderwijs en van de PMS-centra, wordt door de

bevoegde minister of diens afgevaardigde in loopbaanonderbreking gesteld. In dit geval wordt de toelage voor loopbaanonderbreking ten laste van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming gelegd volgens de bepalingen vastgesteld bij artikel 4 van het koninklijk besluit d.d. 12 augustus 1992.

De inrichtende macht levert het bewijs van de onmogelijkheid om door vervanging te zorgen volgens de in voormeld koninklijk besluit vastgestelde regeling en termijnen.

Art. 5. § 1. Het personeelslid dat zijn beroepsloopbaan wenst te onderbreken deelt schriftelijk aan de Minister of aan diens afgevaardigde de datum waarop deze onderbreking zal beginnen en de duur hiervan; hij deelt ook mee of hij een volledige of gedeeltelijke onderbreking wenst.

§ 2. Deze mededeling heeft plaats ten minste dertig dagen, behalve afwijking toegestaan door de Minister of diens afgevaardigde, vóór de onderbreking, door toedoen :

- van het inrichtingshoofd in het onderwijs van de Franse Gemeenschap of van de directeur in de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap;
- van de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra;
- van de hiërarchische overheid voor de leden van de inspectiediensten.

Art. 6. § 1. Gedurende de onderbreking van zijn beroepsloopbaan is het personeelslid met verlof.

Hij ontvangt geen wedde of weddetoelage. Voor de rest wordt dit verlof met een periode van actieve dienst gelijkgesteld.

Het bedrag van de toelage voor loopbaanonderbreking ten laste van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening en/of van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming wordt vastgesteld met betrekking tot het aantal uren of lesuren in verband met het (de) ambt(en) waarvoor het personeelslid een benoeming geniet.

Voor de in artikel 2, § 4, bedoelde personeelsleden wordt het deel van de onderbrekingstoelage overeenstemmend met de uren of lesuren van terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of de verloren uren en lesuren van de opdracht die niet vatbaar zijn voor vervanging, door het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming ten laste genomen.

§ 2. Tijdens de onderbreking van zijn loopbaan blijft het personeelslid onderworpen aan het statuut dat op hem toepasselijk is daar waar het statuut bestaat, en bijgevolg aan de bepalingen betreffende de plichten en de onverenigbaarheden.

§ 3. Tijdens de loopbaanonderbreking blijft het recht op de kinderbijslag gehandhaafd met inachtneming van de toepassingsvoorwaarden ter zake en worden de toelagen toegekend overeenkomstig de arbeidsregeling die het personeelslid heeft onderbroken.

Het personeelslid behoudt zijn recht op de terugbetaling van de gezondheidszorg.

§ 4. De bevallingsrust of het onthaalverlof met het oog op de adoptie en de pleegvoogdij tijdens de loopbaanonderbreking, maakt hier geen einde aan, maar schort ze op, zelfs indien het bevallingsverlof werd gesplitst.

In zulk geval geniet het personeelslid het voordeel van de bezoldiging waarop hij recht heeft krachtens de regeling die van toepassing is inzake het bevallings- of onthaalverlof, met het oog op de adoptie en de pleegvoogdij toegekend aan de personeelsleden van de inrichtingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 7. § 1. Om uitzonderlijke redenen en met een opzeggingstermijn van een maand kan het personeelslid dat zijn loopbaan heeft onderbroken, door de Minister of diens afgevaardigde ertoe gemachtigd worden zijn ambt te hervatten of het opnieuw volledig uit te oefenen vóór het verstrijken van de periode van loopbaanonderbreking.

De opzegging moet aan de Minister of aan diens afgevaardigde gericht worden :

- door toedoen van het inrichtingshoofd in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, van de directeur in de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en van de hiërarchische overheid voor de leden van de inspectiediensten;
- door toedoen en met de instemming van de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs en in de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra.

Voor de leermeesters, leraars of inspecteurs godsdienst in het onderwijs van de Franse Gemeenschap en van het officieel gesubsidieerd onderwijs gaat deze aanvraag vergezeld van de instemming van het hoofd van de betrokken cultus.

§ 2. De in artikel 4, § 1, van dit besluit bedoelde personeelsleden mogen in geen geval hun ambt hervatten of het opnieuw volledig uitoefenen na 1 mei van het school- of academiejaar.

§ 3. Het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming deelt aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening binnen de veertien dagen die op de beslissing van de Minister of van diens afgevaardigde volgen, de datum mee waarop het personeelslid zijn ambt hervat of het opnieuw volledig uitoefent.

Art. 8. § 1. Een personeelslid dat zijn beroepsloopbaan onderbreekt, wordt prioritair door één of verschillende wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde personeelsleden vervangen volgens de reglementsbepalingen die van toepassing zijn in verband met de reffectatie en de wedertewerkstelling.

In de selectie- en bevorderingsambten kan een personeelslid echter tijdelijk vervangen worden door een personeelslid, vast benoemd in het wervingsambt dat tot het selectie- of bevorderingsambt toegang geeft.

In dat geval zijn de bepalingen van lid 1 ofwel volledig, ofwel gedeeltelijk van toepassing op het tijdelijk neergelegde wervingsambt;

Bij gebrek aan toepassingsmogelijkheden van de voorafgaande bepalingen wordt het personeelslid, dat zijn beroepsloopbaan onderbreekt, volledig of gedeeltelijk vervangen door één of verschillende uitkeringsgerechtigde volledig werklozen, die uitkeringen genieten voor alle dagen van de week, of door een of verschillende personen, die bij toepassing van de artikelen 100, lid 4 en 102, § 1, lid 3, van de herstellwet d.d. 22 januari 1985, zoals gewijzigd, hiermee gelijkgesteld worden voor de toepassing van deze bepalingen.

De aanstelling gebeurt met eerbiediging van de statutaire regelen betreffende de aanwerving, daar waar ze bestaan, alsook met eerbiediging van de voorwaarden tot subsidiëring.

§ 2. De werkloze die een personeelslid dat zijn loopbaan onderbreekt, moet vervangen, wordt aangesteld door de Minister of diens afgevaardigde in het onderwijs van de Franse Gemeenschap en in de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en door de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs en in de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra.

Voor de leermeesters, leraars en inspecteurs godsdienst gebeurt de aanstelling op de voordracht van het hoofd van de eredienst.

Art. 9. In het door de Gemeenschap ingerichte onderwijs wordt de werkloze die een lid van het meesters-, vak- en dienstpersoneel vervangt, in contractueel verband geworven. In de andere gevallen wordt hij tijdelijk aangesteld.

Art. 10. De periode van tewerkstelling van de werkloze mag in geen geval de duur van de loopbaanonderbreking van de titularis overschrijden.

Art. 11. Indien, bij beslissing van de gewestelijke inspecteur van de werkloosheidsdienst, getroffen bij toepassing van artikel 7 van het koninklijk besluit d.d. 12 augustus 1991, een personeelslid dat zijn beroepsloopbaan onderbreekt, geen recht op uitkeringen krijgt, is het inrichtingshoofd of de inrichtende macht verplicht, deze beslissing onverwijld mee te delen aan de algemene directie van het personeel of aan de algemene onderwijsdirectie waaronder de inrichting ressorteert.

Het personeelslid blijft echter met loopbaanonderbreking zonder uitkering. Het mag slechts één keer het voordeel van deze bepaling genieten. Indien het personeelslid in de loop van een later schooljaar, het recht op de uitkeringen opnieuw verliest, wordt zijn loopbaanonderbreking van rechtswege, met ingang van de kennisgeving van de uitkeringsweigering, omgezet in terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden, tot het tijdstip waarop bedoelde onderbreking verstrijkt.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1991.

Art. 13. De Ministers, bevoegd inzake onderwijs, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 december 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,

Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 93 — 289

24 DECEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale portant création d'une Délégation régionale interministérielle aux solidarités urbaines

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 107^{quater} de la Constitution;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 janvier 1989, notamment l'article 6;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 4;

Vu l'ordonnance du 10 décembre 1992 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 1993;

Vu l'avis de la chambre sociale du Conseil économique et social régional bruxellois donné le 29 juin 1992;

Considérant qu'il est indiqué de coordonner les politiques menées par les différents Ministres de l'Exécutif dans des domaines tels que l'emploi, l'insertion socio-professionnelle, la cohabitation, l'intégration, la santé, l'économie sociale, les nouvelles initiatives à entreprendre dans les quartiers à revitaliser, les contrats de quartiers, les sites désaffectés, les espaces publics, l'environnement, le logement et l'aide sociale, aux fins de renforcer les solidarités sociales dans le contexte urbain bruxellois,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 107^{quater} de la Constitution.

Art. 2. Il est créé, auprès de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, une délégation interministérielle régionale bruxelloise aux solidarités urbaines, ci-après dénommée la délégation.

Art. 3. La délégation a pour mission de :

1. Elaborer à la demande de l'Exécutif ou des Collèges des Commissions communautaires, toute proposition visant à accroître la complémentaire des mesures de lutte contre l'exclusion sociale;

2. Informer à la demande de l'Exécutif ou des Collèges les opérateurs tant publics que privés des aspects de complémentarité, des projets, programmes et mesures de lutte contre l'exclusion sociale et les conseiller dans la prise en compte de ces aspects.

3. Informer les membres de l'Exécutif ou des Collèges des Commissions communautaires, sur toute matière en relation avec la lutte contre l'exclusion sociale, et notamment sur les mesures proposées ou mises en œuvre par toute autre instance.

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 93 — 289

24 DECEMBER 1992. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve houdende oprichting van een Gewestelijke Interministeriële afvaardiging voor de stedelijke solidariteit

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op artikel 107^{quater} van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 januari 1989, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op de ordonnantie van 20 december 1992 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 1993;

Gelet op het advies van de sociale kamer van de Brusselse Gewestelijke Economische en Sociale Raad gegeven op 29 juni 1992;

Overwegende dat het aanbevolen is het beleid te coördineren dat door de verschillende Ministers gevoerd wordt op het vlak van tewerkstelling, socio-professionele inschakeling, samenleven, integratie, gezondheid, sociale economie, nieuwe ondernemingsinitiatieven in de te herwaarderden wijken, wijkcontracten, afgedankte bedrijfsruimten, openbare ruimten, huisvesting, leefmilieu en sociaal welzijn, teneinde de sociale solidariteit binnen de stedelijke context van Brussel te bevorderen,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid zoals bedoeld in artikel 107^{quater} van de Grondwet.

Art. 2. Er wordt binnen de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve een Brusselse Gewestelijke Interministeriële Afvaardiging voor Stedelijke Solidariteit opgericht, hierna de afvaardiging genoemd.

Art. 3. De afvaardiging heeft als opdracht :

1. Op aanvraag van de Executieve of van de Colleges van de Gemeenschapscommissies alle mogelijke voorstellen uit te werken ter bevordering van de complementariteit van de maatregelen ter bestrijding van de sociale uitsluiting;

2. De projectvoerders uit de overheids- of privésector op aanvraag van de Executieve of van de Colleges informatie te verstrekken over de complementariteit van de projecten, de programma's en de maatregelen ter bestrijding van de sociale uitsluiting en hen advies te verstrekken over het in aanmerking nemen van deze aspecten.

3. De leden van de Executieve of van de Colleges van de Gemeenschapscommissies, te informeren over alles wat verband houdt met de bestrijding van de sociale uitsluiting, inzonderheid over de maatregelen die voorgesteld of uitgevoerd worden door om het even welke andere instantie.